

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°624 – 3 avril 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Près de 765 M EUR de la BOAD pour 17 projets au sein de l'UEMOA

Le 27 mars 2026, la Banque Ouest-africaine de développement (BOAD) [a approuvé](#) 17 nouvelles opérations pour un montant total de 501,6 Md FCFA (764,7 M EUR). Au Togo, la BOAD a approuvé un projet de modernisation de la transformation de karité pour un montant de 6 Md FCFA (9,1 M EUR). Au Bénin, le projet d'amélioration de la route Ouidah – Hillacondji a reçu 30 Md FCFA (45,7 M EUR). La filière cotonnière du Mali bénéficie de 25 Md FCFA (38,1 M EUR). La BOAD décaissera 146,7 Md FCFA (223,6 M EUR) pour 5 projets en Côte d'Ivoire : construction de 840 logements sociaux, construction d'un hôtel 4 étoiles, construction d'un centre de maintenance aéronautique Air Côte d'Ivoire, construction de la route Yabayo – Buyo et soutien au projet Wassoulou pour garantir la sécurité alimentaire. Quatre projets ont été annoncés au Burkina Faso pour un montant total de 131,5 Md FCFA (200,5 M EUR) : acquisition d'intrants agricoles pour la filière cotonnière, construction d'une centrale solaire photovoltaïque, importations d'hydrocarbures et ouverture d'une ligne de refinancement en faveur de Coris Bank International. Enfin, le Sénégal disposera de son côté d'une enveloppe globale de 162,4 Md FCFA (247,6 M EUR) pour 5 projets : construction d'un pipeline, construction et équipement de 6 lycées professionnels, construction d'une centrale solaire photovoltaïque, modernisation des datacenters et du câble sous-marin SHARE et

Le chiffre à retenir

765 M EUR

Montant total engagé par la BOAD pour 17 nouvelles opérations dans les pays de l'UEMOA

ouverture d'une ligne de refinancement en faveur de CORIS Bank international.

La fondation Rockefeller et Global Energy Alliance se sont engagés à hauteur de 100 M USD dans Mission 300

Le 19 mars 2026, la fondation Rockefeller et la Global Energy Alliance for People and Planet [ont annoncé](#) avoir porté leur engagement à plus de 100 M USD dans le cadre de Mission 300, initiative conjointe de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement visant à connecter 300 M de personnes en Afrique à l'électricité d'ici 2030. Depuis leur premier engagement de 10 M USD en septembre 2024, les partenaires ont soutenu 23 pays (dont 8 en Afrique de l'ouest) en renforçant les capacités de suivi et de mise en œuvre, en mobilisant des investissements privés, en accélérant les projets d'électrification et en développant des initiatives de cuisson propre et d'équipements productifs. L'opération inclut la fourniture d'assistance technique, le financement de bourses, le soutien aux fonds d'investissement décentralisés et la promotion de la formation de professionnels africains du secteur de l'énergie. Depuis le lancement de Mission 300 en avril 2024, environ 44 M de personnes ont déjà été raccordées à l'électricité, avec un pipeline de plusieurs dizaines de millions supplémentaires prévu d'ici fin 2026.



Bénin

Le FAGACE lance l'offre WAFI en faveur de l'entrepreneuriat féminin

Le 27 mars 2026, le Fonds africain de garantie et de coopération économique (Fagace) [a officiellement lancé](#) à Cotonou sa nouvelle offre de garantie Wafi (Women Access Finance Initiative), en partenariat avec la Chambre de Commerce et d'industrie du Bénin, Bank of Africa Bénin et la Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce. Ce dispositif, fondé sur un système de partage des risques, a pour objectif de faciliter l'accès aux financements pour les femmes entrepreneurs en Afrique. Ce dispositif s'inscrit dans un contexte marqué par des inégalités persistantes d'accès au crédit et un déficit de financement pour les femmes. Pour rappel, le Fagace a été créé en 1977 et compte à ce jour 14 pays membres, dont les 8 pays de l'UEMOA.

Burkina Faso

L'encours de la dette publique atteint 53,8 % du PIB à fin décembre 2025

Selon le [bulletin statistique de la dette publique](#) portant sur les données à fin décembre 2025, l'encours de la dette publique s'est établi à 8 692,7 Md FCFA (13,3 Md EUR). Rapporté au PIB, le taux d'endettement s'élève ainsi à 53,8 %, en hausse de 1,5 point de PIB par rapport à fin décembre 2024. La dette extérieure représente 40,2 % de l'encours global et a augmenté de 7,5 % par rapport à 2024. Elle se décompose comme suit : 89,9 % envers les organismes multilatéraux, 7,6 % envers les créanciers bilatéraux et 2,5 % envers les créanciers privés. Elle est principalement libellée en euro (62 %) et en dollar US (20,7 %). Quant à la dette intérieure, elle représente 59,8 % de l'encours global (+8,8 % par rapport à 2024) et est constituée à 82,5 % de bons et obligations du

trésor. S'agissant du service de la dette, le montant des paiements a progressé de 16,6 % en 2025 pour s'élever à 1343,7 Md FCFA (2 Md EUR), dont 84,4 % au titre de la dette intérieure et 15,6 % au titre de la dette extérieure.

Création de l'Agence burkinabè de l'investissement et de promotion des exportations

Le 26 mars 2026, le Gouvernement burkinabè [a adopté](#) en Conseil des ministres un décret créant l'Agence burkinabè de l'investissement et de promotion des exportations. Cette nouvelle agence résulte de la fusion de l'Agence burkinabè des investissements et de l'Agence de promotion des exportations et aura pour objectif d'assurer une meilleure cohérence entre les politiques d'attraction des investissements et celles de promotion des exportations en vue de soutenir la croissance économique et d'améliorer la balance commerciale du pays. Pour rappel, le solde commercial du Burkina Faso est devenu excédentaire en 2025 et s'élève à 2 182,3 Md FCFA (3,3 Md EUR) selon les données douanières, soutenu principalement par les exportations d'or brut dont les cours internationaux ont augmenté significativement. Selon les données de la CnuCED, les flux d'investissements directs étrangers [sont](#) quant à eux en baisse depuis 2022, passant de 670 M USD à 507 M USD en 2023, puis à 83 M USD en 2024.

Cap-Vert

Signature avec l'OMS du Plan de travail santé 2026–2027

Le ministère de la Santé et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) [ont signé](#) un plan de travail couvrant la période 2026-2027 d'un montant de 2,4 M USD. Il s'agit du premier instrument de planification dans le cadre du 14^e Programme général de l'OMS. Le plan définit



principalement des priorités pour renforcer les soins primaires, améliorer l'équité d'accès et accroître la résilience aux risques sanitaires émergents, consolider les investissements stratégiques dans la couverture sanitaire universelle et le financement durable de la santé.

Côte d'Ivoire

102 M EUR de l'UE pour le financement de projets dans le centre et le nord

Le 30 mars 2026, deux conventions de financement [ont été signées](#) avec l'Union européenne (UE) pour un montant total de 67 Md FCFA (102,1 M EUR). Cette enveloppe permettra de financer deux projets de développement : (i) un programme de mobilité urbaine à Bouaké (au centre du pays) visant à améliorer les infrastructures de transport, l'assainissement et les conditions de vie, et (ii) un projet de développement intégré dans les régions du nord combinant appui aux services publics et actions socio-économiques. Ces financements s'inscrivent dans la stratégie "Global Gateway" et mobilisent l'approche "Team Europe", associant plusieurs partenaires dont l'Agence française de développement et la Banque européenne d'investissement. Ils visent à renforcer la résilience des territoires, notamment face aux défis sécuritaires, et à soutenir les priorités du Plan national de développement.

Près de 1 Md EUR de l'UE et 100 M USD du PNUD pour soutenir le PND 2026-2030

Le 30 mars 2026, l'Union européenne (UE), à travers l'initiative "Team Europe" [a annoncé](#) la préparation d'un programme d'investissement de 1 Md EUR en appui au financement du Plan national de développement (PND) 2026-2030. Ce programme, inscrit dans la stratégie européenne "Global Gateway", vise à mobiliser

des financements dans plusieurs secteurs prioritaires, notamment l'énergie, les transports, l'éducation et les chaînes de valeur agricoles. Parmi les initiatives ciblées, on retrouve l'amélioration du réseau électrique, et de la mobilité urbaine, ainsi que le renforcement de la compétitivité des filières agricoles et de la formation professionnelle. Parallèlement, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) [a également présenté](#) son Document de Programme de Coopération (CPD) 2026-2030, définissant le cadre de partenariat avec la Côte d'Ivoire en appui au PND. Doté d'un budget de 99,6 M USD, il se concentre sur deux axes : (i) services publics numériques et opportunités et (ii) innovation pour une croissance durable et la résilience climatique. Pour rappel, le PND 2026-2030 a pour objectif de faire de la Côte d'Ivoire un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici 2030, avec un volume global d'investissements (publics et privés) estimé à 114 838,5 Md FCFA (175,1 Md EUR).

Guinée-Bissau

L'OMS fournit des unités mobiles et équipements médicaux pour renforcer le système de santé

Le 11 mars 2026, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) [a remis](#) au ministère de la Santé publique de la Guinée-Bissau un ensemble d'équipements médicaux comprenant deux cliniques mobiles, un laboratoire mobile, du matériel biomédical et des fournitures médicales, afin de renforcer le système de santé national. Cette opération vise à améliorer l'offre de soins primaires et les services de santé maternelle, notamment en étendant la couverture sanitaire dans les zones rurales et difficiles d'accès. Les équipements doivent également contribuer au renforcement des capacités de diagnostic, de prévention et de réponse aux urgences sanitaires.



Mali

Hausse des prix des carburants

Le 28 mars 2026, l'Office malien des produits pétroliers (Omap) [a décidé](#) de relever les prix plafonds des carburants, portant l'essence à 875 FCFA/litre (1,33 EUR), soit une hausse de 12 %, et le gasoil à 940 FCFA (1,43 EUR), soit une hausse de 29 %. Cette décision intervient dans un contexte de hausse des coûts énergétiques internationaux, en lien avec le conflit au Moyen-Orient. Elle s'inscrit également dans un environnement marqué par des contraintes logistiques persistantes, liées à l'insécurité sur certains axes de transport, qui perturbent l'approvisionnement et contribuent à renchérir les coûts de distribution sur le marché intérieur. Selon le président de l'Omap, avec ces prix, les autorités consentiraient à un effort budgétaire en réduisant significativement les taxes sur les produits pétroliers d'environ 3 Md FCFA (4,6 M EUR) par mois.

150 M USD de la Banque mondiale pour soutenir les services essentiels de santé et d'éducation

Le 26 mars 2026, la Banque mondiale [a approuvé](#) un crédit de l'Association internationale de développement (AID) d'un montant de 150 M USD, destiné à assurer la continuité des services essentiels de santé et d'éducation. Ce financement vise à soutenir le fonctionnement des structures sanitaires, via la prise en charge des coûts opérationnels, l'approvisionnement en vaccins et médicaments essentiels et la gratuité de certains soins pour les femmes et les enfants de moins de cinq ans, tout en renforçant les capacités du personnel face aux risques sanitaires liés au changement climatique. Dans le secteur éducatif, le projet prévoit la fourniture de matériels pédagogiques, l'octroi de subventions scolaires et l'organisation des examens nationaux. L'opération devrait

bénéficier à 2,3 M de personnes pour l'accès aux soins et à 1,1 M d'élèves, contribuant ainsi à la préservation du capital humain, dans un contexte où le pays fait face à des difficultés sécuritaires qui ont des répercussions sur les populations.

Niger

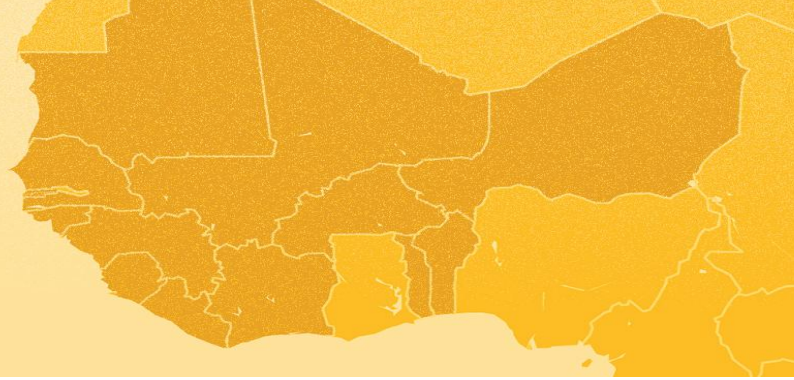
Inflation à -10,1 % en g.a en février 2026

Selon l'institut national de la statistique (INS), le taux d'inflation au Niger [s'est établi](#) à -10,1 % en glissement annuel (g.a) en février 2026, contre -10,2 % le mois précédent. À noter que l'inflation mesurée par l'INS demeure négative depuis le mois d'avril 2025. La diminution du niveau général des prix en février s'expliquerait essentiellement par la baisse observée dans les divisions "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-19,7 % en g.a), "Services d'enseignement" (-15,5 %) et "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (-2,7 % en g.a). Toutefois, il convient de relever la hausse significative des prix dans la division "Assurances et services financiers" (+10,4 % en g.a). Le recul des prix aurait ainsi été porté aussi bien par les produits locaux (-9,4 %) que ceux importés (-11,1 %).

Sénégal

Plus de 460 M EUR mobilisé par l'Etat sur le marché régional à l'issue du 1^{er} Appel public à l'épargne de 2026

Le 29 mars 2026, le ministère des Finances et du Budget [a annoncé](#) la clôture avec succès du 1^{er} Appel public à l'épargne (APE) de l'année, ayant permis de mobiliser 304,2 Md FCFA (463,7 M EUR), pour un objectif initial de 200 Md FCFA (304,9 M EUR). Les obligations émises avaient des maturités allant de 3 à 10, avec des taux d'intérêt de 6,4 % à 6,95 %. Les ressources mobilisées contribueront à couvrir les dépenses



budgetaires ainsi que la gestion active de la dette, indique le communiqué. A noter que le [besoin de financement](#) pour l'année 2026 est projetée à 6 075,2 Md FCFA (9,3 Md EUR). Pour rappel, les quatre APE de l'année 2025 ont permis de mobiliser environ 1 800 Md FCFA (2,7 Md EUR), soit 31% du besoin de financement de l'exercice.

Signature d'un accord entre le CN-ITIE et l'Ofnac en vue de la lutte contre la corruption dans le secteur extractif

Le 17 mars 2026, le Comité national de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (CN-ITIE) du Sénégal et l'Office national de lutte contre la corruption (OFNAC) [ont signé](#) un protocole de coopération pour renforcer la prévention et la détection de la corruption dans les industries extractives, un secteur dont le chiffre d'affaires a progressé [au troisième trimestre 2025](#) de 42,1 % en glissement annuel porté par le cours de l'or. L'accord prévoit entre autres (i) l'exploitation conjointe des données et des rapports ITIE pour identifier les signaux d'alerte et cartographier les vulnérabilités à la corruption ; (ii) le renforcement des capacités techniques et institutionnelles des deux structures et (iii) la conduite d'études sur les risques de corruption.

Dialogue public-privé sur l'investissement et l'amélioration du climat des affaires

Le président du Conseil national du patronat (CNP) du Sénégal [a été reçu](#), le lundi 30 mars 2026, par le Premier ministre à la Primature. Les échanges ont porté entre autres sur l'accroissement des investissements privés dans les projets structurants, le renforcement du patriotisme économique, l'implication du secteur privé dans la mise en œuvre du Plan de redressement économique et social (PRES), les réformes pour améliorer le climat des affaires, ainsi que les préoccupations des entreprises.

Sierra Leone

La Banque centrale maintient son taux directeur à 16,75 %

Le 26 mars 2026, la Banque de Sierra Leone [a décidé](#) de maintenir son taux directeur à 16,75 %, conformément à la recommandation de son Comité de politique monétaire (CPM), après une baisse de 200 points de base intervenue en décembre 2025. Cette décision traduit une posture de prudence face à un environnement domestique et international incertain. L'inflation, qui suivait une tendance baissière depuis plusieurs mois, est reparti à la hausse pour atteindre 6,4 % en g.a en janvier 2026, puis 8,1 % le mois suivant, contre 4,4 % en décembre 2025. La croissance du PIB réel est projetée à 4,5 % en 2026, soutenue par les performances des secteurs agricole, industriel et des services. Les conditions du secteur extérieur se sont améliorées au 4^e trimestre 2025, avec un rétrécissement du déficit commercial en raison d'une hausse des recettes d'exportation et d'importations modérées. Les réserves de change permettent de couvrir 2,1 mois d'importations, et le taux de change est resté globalement stable.

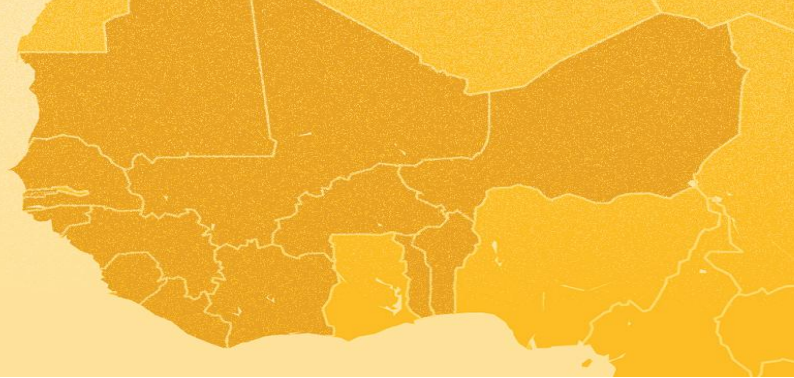
Togo

2^e pays africain en matière d'égalité des droits économiques entre les sexes

Le 27 mars 2026, les résultats de l'édition 2026 du rapport "Women, Business and the Law" de la Banque mondiale [ont été présentés](#) officiellement au Togo, en présence des autorités togolaises. Pour rappel, ce rapport mesure comment les cadres juridiques et les politiques des pays influencent les opportunités économiques des femmes et le développement du secteur privé. Avec un score de 79,33 sur 100 au niveau de l'indice des cadres juridiques, le Togo figure à la première place des pays de la



CEDEAO et de l'UEMOA et à la deuxième sur le continent africain, après l'île Maurice, en matière d'égalité des droits économiques entre les sexes. Le pays a notamment obtenu la note maximale dans ce cadre dans quatre domaines, à savoir la rémunération, le mariage, les actifs et la pension. Les réformes engagées par le Togo en matière de parentalité et d'entrepreneuriat ont contribué à ces performances.



Publications

Retrouvez ci-dessous les liens des dernières publications régionales des indicateurs de développement, et chiffres clés.

Chiffres clés	Indicateurs de développement
Bénin	Bénin
Burkina Faso	Burkina Faso
Cap-Vert	Cap-Vert
Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire
Gambie	Gambie
Guinée	Guinée
Guinée-Bissau	Guinée-Bissau
Libéria	Libéria
Mali	Mali
Mauritanie	Mauritanie
Niger	Niger
Sénégal	Sénégal
Sierra Leone	Sierra Leone
Togo	Togo

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)